n°326 16/06/2011 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

Après l'automne français, l'hiver arabe et le printemps espagnol, Quel été !

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHÉRENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. NOUS AVONS FAIT LE CHOIX DU LIBRE ACCÈS À *ROUGE & VERT* SUR LE SITE DES ALTERNATIFS. IL NOUS PARAIT TOUT AUSSI IMPORTANT D'AUGMENTER LA DIFFUSION DE LA VERSION "PAPIER". DANS LES MOIS QUI VIENNENT *ROUGE&VERT* ET *LA LETTRE DES ÉLU/E/S ALTERNATIFS* SE FERONT L'ÉCHO DES ACTIONS ET RÉFLEXIONS POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE, FÉMINISTE, ALTERMONDIALISTE À UN SYSTÈME EN CRISE, DE LA BATAILLE POUR LE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE LA GAUCHE DE GAUCHE, DE LA CONVERGENCE DES COURANTS DE LA GAUCHE ALTERNATIVE ET ÉCOLOGISTE, DES INITIATIVES DES ALTERNATIFS.DE NOMBREUX ABONNEMENTS ET RÉA--BONNEMENTS À *ROUGE&VERT* SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUTES ET TOUS (MAIS IL EST ÉGALEMENT PLUS QUE SOUHAITABLE DE RE--JOINDRE LES ALTERNATIFS.

Je m'abonne!

Nom : Prénom :

Adresse :

☐ Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s Alternatifs»

☐ Je rejoins les Alternatifs en 2011

Ci-joint chéque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à : Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE, Daniella CHAILLET, Tiburce CABOCHON, Mathieu COLLOGHAN, Bruno DELLA SUDDA, Henri MERMÉ, Yorgos MITRALIAS , Jean-Claude MOREAU, Richard NEUVILLE, Florian RIDEAU, Mona ROCHE ET Romain TESTORIS

Edité par la SARL SECA (Société d'Edition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

ÉDITO

Séismes

Les murs tremblent, la façade se lézarde.
Partout.
Depuis des mois.
Cet automne, des millions de français dans la rue contre une réforme injuste, suivis par les syndicats, observés par les partis de gouvernement.
Cet hiver, le vent chaud des révolutions arabes renversant l'irenversable dans l'incrédulité générale.
Ce printemps, les places espagnoles où la jeunesse invente son futur en ignorant les appels au vote utile.
Aujourd'hui les places grecques.

Mais ce sont aussi les referendums : chaque gouvernement qui interroge son peuple (ou qui est obligé de lui demander son avis) et qui, en retour, se prend un soufflet. On a oublié le referendum islandais. On se souvient encore des très récents slovènes et italiens. Ce ne sont pas que des défaites des gouvernements (et des principaux partis gouvernementaux), ce sont de véritables branlées électorales.

Tout cela raconte le rejet des politiques libérales de casse sociale et de souffrance. Le rejet des politiques gouvernementales ; des gouvernements et des politiques.
Les murs tremblent, la façade se lézarde.

Ce rejet touche indifféremment partis de gouvernement de droite ou de gauche libérale. Ce n'est pas une vue de l'esprit, un vœu, une lecture soumise aux désirs révolutionnaires. Non. C'est devant nos yeux : une crise historique du libéralisme politique. Du libéralisme économique, mais aussi de son modèle démocratique.
Ce n'est pas dans un pays, pas dans un seul continent, c'est la planète entière qui semble recracher la potion libérale.

« Quelque chose est resté au travers de la gorge,
Et nous voulons cracher, c'est la moindre des choses »

Reste qu'aujourd'hui, si le problème libéral est connu, les réponses sont disparates.

En Amérique Latine, ce sont les gauches qui, pays après pays, sont choisies comme alternatives.

Hélas, l'Europe…
Ici, ce sont les extrêmes-droites qui poussent sur tout le continent.

C'est la question qui se pose à nous. Construire des contre-projets, des alternatives, crédibles et partagées.
Urgence d'autant plus forte que les réponses gouvernementales à la crise de système se base sur deux axes (accélérer la casse libérale, taquiner les programmes de l'extrême -droite) qui ne font que nous précipiter vers la catastrophe.
Les pistes, les assemblées populaires espagnoles, grecques, mais aussi le contenu des résultats référendaires nous en donnent. Cohérentes et pourtant contradictoires : une soif de justice sociale, de démocratie réelle, d'éthique étatique, de contre-projet moral, mais aussi réponses immédiates. Radical et pragmatique.
Les murs tremblent, la façade se lézarde.
Partout.
Un temps où les possibles se multiplient. Y compris les meilleurs. ■

Mathieu COLLOGHAN

Mobilisation contre le mandat d'arrêt européen (MAE)

Le 18 juin à Biarritz aura lieu un meeting en soutien à Aurore Martin, ex membre de la direction nationale de Batasuna France, et plus largement, en soutien à tous les militantEs victimes du mandat d'arrêt européen.

Le contexte

Aurore Martin est accusée par la justice espagnole de participation à une organisation terroriste. Or, le parti indépendantiste basque français est légal en France. En juin 2010, un premier mandat européen lui est notifié et refusé par la Cour d'Appel de Pau. En novembre 2010, un second MAE lui est notifié, les seules raisons invoquées sont d'être membre de Batasuna France, de tenir des réunions et des meetings, de s'exprimer dans la presse, de faire des déclarations publiques. Elle a été incarcérée début novembre puis placée sous contrôle judiciaire. Le MAE fut validé par la cour d'Appel de Pau puis la Cour de Cassation le 16 décembre 2010, autorisant son extradition en Espagne. Les seuls faits retenus comme prouvant la validité du MAE sont des articles d'opinion et des conférences de presse. Il s'agit donc bien d'un délit d'opinion, la négation des droits d'expression et de réunion, principes qui relèvent du droit français. La demande du MAE provient des juridictions d'exception, issues des lois liberticides dite "anti-terroristes" que l'on voit fleurir dans toutes les "démocraties modernes".

Le 10 janvier, l'ETA a annoncé un cessez-le-feu unilatéral, permanent et général, ce qui n'a pas infléchi la volonté de l'état espagnol de poursuivre les militantEs de la cause indépendantiste.

Aurore Martin risque jusqu'à 12 ans de prison. Suite à la décision de la Cour de cassation, validant le MAE, elle avait décidé de rentrer en clandestinité. Le 3 juin, Aurore Martin a annoncé par voie de presse son retour imminent à la vie publique.

Les conditions d'emprisonnement des militantEs politiques basques sont inhumaines, en France et encore plus en Espagne : tortures psychologiques, éloignement, isolement. En Espagne, des cas de tortures physiques et de viols sont dénoncés par les victimes. Depuis le début de l'année, 55 arrestations ont eu lieu dont 23 sur le sol français. 715 prisonniers sont dispersés dans 80 prisons en France et en Espagne (source : http://www.askatasuna-uztaritze.org/).

Le mandat d'arrêt européen

La mobilisation au Pays Basque français ne touche pas seulement le milieu indépendantiste ou d'extrême gauche. C'est toute la classe politique qui s'insurge contre ce déni de liberté d'opinion, de l'UMP jusqu'à l'extrême gauche. Au niveau national, des associations, des syndicats, les partis politiques de gauche, des intellectuelLEs, des militantEs sont parties prenantes de cette mobilisation.

Le mandat d'arrêt européen fait donc partie de l'arsenal judiciaire anti-terroriste. Il fut adopté par le conseil européen en juin 2002 et intégré dans le droit français en 2004. Il permet d'extrader, sur le territoire européen, toute personne visée par ce mandat vers le pays qui en fait la demande, qu'elle soit ressortissante ou non du pays qui reçoit la requête. Les inculpations, 33 infractions répertoriées, sont floues et à caractère politique, sans définition juridique précise. Les infractions énoncées n'existent pas forcément dans tous les pays car il n'y a pas encore d'uniformisation juridique européenne. C'est un changement d'importance : auparavant les faits reprochés devaient constituer des délits dans le pays demandeur et le pays qui exécute le MAE. De même, il fait disparaître les contrôles portant sur les procédures d'extradition, le tribunal se contente d'examiner la forme et non pas le fond.
Le juge requis ne peut pas examiner la validité de la qualification juridique retenue par le juge demandeur. Seule exception, si le juge requis estime que les raisons de l'émission du MAE sont liées au sexe, à la race, la religion, l'origine ethnique, la langue, les opinions politiques ou l'orientation sexuelle. Or, le tribunal de Pau n'a pas jugé qu'Aurore Martin ait été poursuivie pour un délit d'opinion. Les personnes visées par le MAE n'ont plus forcément la possibilité d'exercer leur droit de se défendre. Le gouvernement hongrois s'est ainsi servi du MAE pour museler la presse en créant une nouvelle infraction pénale « *pour les publications produisant*

Extrait de l'édito Ekainaren 18a

Aurore Martin n'est pas un cas isolé. Depuis la mise en vigueur du MAE, de nombreux militants basques ont déjà été remis à la justice espagnole pour des faits similaires [articles d'opinion, conférences de presse, déclarations publiques…], pour avoir eu une activité politique et publique. Les libertés démocratiques élémentaires (association, réunion, expression..) sont ainsi bafouées.
L'acceptation de la remise d'Aurore Martin ouvre une nouvelle porte, celle du renvoi vers l'Espagne des militants basques de nationalité française. C'est une première, un précédent. Jusqu'à présent toutes les tentatives avaient échoué. Avec cette nouvelle étape, la France criminalise, sous le prétexte de «*lutte contre le terrorisme*», les expressions politiques.
Aujourd'hui, le Pays Basque est à la veille de changements importants. La sortie du conflit politique, le dernier de cette ampleur en Europe, est envisageable et se met en place. C'est une opportunité historique à saisir. Nous avons toutes et tous un rôle à y jouer, partis politiques, syndicats, associations et citoyens.
Le 18 juin est en rendez-vous important, ouvert à toutes les personnes qui veulent afficher leur solidarité envers Aurore Martin et qui souhaitent que les libertés démocratiques soient respectées en Pays Basque.

Soyons nombreuses et nombreux à nous mobiliser !!! ■

SOUTIEN FINANCIER
Pour participer financièrement à la campagne de solidarité avec Aurore Martin et de dénonciation du MAE envoyez vos dons à : association ERLEA, 14 rue Bourgneuf 64100 Bayonne.

des contenus qui ne seraient pas «équilibrés politiquement» ou «entravant la dignité humaine» punissable d'amendes : *jusqu'à 200 millions de forints (720 000 euros) pour les télévisions et 25 millions (90 000 euros) pour les journaux ou les sites Internet.»* (http://blogs.mediapart.fr/blog/gilles-sainati/030111/faillite-de-letat-de-droit-en-europe-le-point-de-non-retour).

1200 mandats européens ont été émis en 2009. Aujourd'hui, on compte plus d'un millier de MAE par mois, 10 militants du mouvement SEGUI ont été arrêtés cette année en Italie.

La lutte indépendantiste, quels points positifs ?

Les partis politiques indépendantistes ont un rôle à jouer dans notre société, que nous pouvons soutenir à condition qu'il ne s'agisse pas d'un régionalisme identitaire excluant et figé, à condition que soit intégrée dans leur programme la vision d'une société égalitaire, sociale et solidaire. Ce qui est le cas de Batasuna. Cette lutte s'inscrit dans le droit des peuples à décider d'eux-mêmes, de leur culture, de leur histoire de leur langue et de leur territoire.

[...]
Les discours portés par l'actuel gouverneMENT, notamment le chef d'état, dénotent d'une vision figée et essentialisée de la nation, faisant fi des tensions qui traversèrent l'histoire de France : une vision différente de ce que pourrait être la démocratie, les luttes de classe, la Commune ou Vichy. Ils voudraient nous faire croire que nous sommes toutes et tous porteur des mêmes valeurs, des mêmes symboles, d'une même culture, d'une même religion.

Les luttes pour la réappropriation d'une culture plurielle permettent de lutter contre cette interprétation figée et rétrograde. Elle favorise l'acceptation de l'autre, non pas dans une vision artificiellement uniformisée mais dans sa diversité. Au-delà de ces notions, elle pose la question de la relocalisation des prises de décisions socio-politiques. ■

Mona ROCHE

Le 18 juin : Mobilisons-nous !

Meeting de soutien à Aurore Martin, contre le MAE
Halle d'Iraty à Biarritz

10H – 12H table ronde : les législations d'exception et droits démocratiques
16H table ronde : la résolution du conflit politique basque
18H animations : jeux pour les enfants, animations musicales
19 H meeting
21H : fête populaire et concert (entrée gratuite)

MANIFESTE

Abrogation des législations d'exception en Europe. Pour l'abrogation du mandat d'arrêt européen tel qu'il existe

La Cour d'Appel de Pau, puis la Cour de Cassation, ont validé le mandat d'arrêt européen délivré par les autorités espagnoles à l'encontre d'Aurore Martin, militante de nationalité française de l'organisation indépendantiste basque Batasuna. Elle risque 12 ans d'incarcération dans les prisons espagnoles pour s'être exprimée politiquement (dans des réunions, conférences de presse, médias) en tant que membre de Batasuna, organisation interdite en Espagne mais légale en France.

L'Etat français a accepté de remettre a un autre Etat européen, l'Etat espagnol, l'un-e de ses ressortissant-e-s pour des faits qu'il ne reconnaît pas lui-même comme illégaux, des faits qui relèvent des libertés élémentaires que sont les droits d'expression, de réunion, d'opinion. C'est d'autant plus inacceptable que les juridictions espagnoles demandant le transfert d'Aurore Martin sont des juridictions d'exception, et que la torture est utilisée en Espagne notamment à l'encontre des militant-e-s basques.

Sous le prétexte de la « lutte contre le terrorisme », les Etats espagnol et français et leurs appareils judiciaires, criminalisent des oppositions politiques. Ils accentuent la répression alors que la gauche nationaliste basque s'exprime et agit en faveur d'une résolution démocratique, politique et pacifique du conflit au Pays Basque, alors que l'ETA a déclaré un cessez-le-feu permanent, général et qui sera vérifiable par la communauté internationale.

L'application du MAE à Aurore Martin met en relief de façon aiguë son utilisation à des fins de répression politique. Mais Aurore Martin n'en est pas la seule victime. De nombreux-ses militantEs basques de nationalité espagnole sont remis systématiquement aux autorités espagnoles pour des raisons identiques. Il s'agit de la même atteinte à ce droit démocratique qu'est l'expression politique.

Nous dénonçons cette entente entre les Etats pour museler les oppositions politiques.
Nous dénonçons le mandat d'arrêt européen tel qu'il a été conçu, comme un instrument liberticide aux mains des Etats. Il s'applique aujourd'hui à Aurore Martin. Demain il pourrait s'appliquer à n'importe quel militant /militante politique ou syndical de l'espace européen. .

Nous appelons l'ensemble des organisations et associations démocratiques à intervenir et à se mobiliser de façon unitaire et massive sur ces revendications.■

Quelques signataires : ATTAC, LDH, MRAP, Droits Devant, AL, Les Alternatifs, EELV, NPA, Confédération paysanne, Solidaire, US des travailleurs Kanaks et expolités, Xavier Mathieu, Gustave massiah, Stéphane Hessel… Pour le Pays Basque, Anai Artea, Askatasuna, Behatokia, PC, PG, Modem, UMP, CIMADE…

Mondialisation capitaliste et monde fini

Une interview de Geneviève Azam, Membre du Conseil scientifique d'Attac,auteure de «Le temps du monde fini*» (2010, Editions Les Liens qui Libèrent)

Rouge & Vert : Quel lien établis-tu entre Mondialisation capitaliste et ce que tu appelles *« le monde fini »* ?

Geneviève Azam : La mondialisation des échanges n'est pas un phénomène nouveau, des formes d'échange lointain existaient dans les sociétés antérieures au capitalisme. Mais dans le capitalisme, elle a pris une forme nouvelle : elle accompagne l'expansion du capital en assurant l'approvisionnement et le contrôle des matières premières ainsi que les débouchés pour la production. Ce mouvement d'expansion a été initié par la conquête du "Nouveau Monde" dès le XVIème siècle, il s'est accéléré au XIXème siècle avec l'impérialisme, et s'est poursuivi par la croyance en la possibilité d'une croissance infinie, d'une accumulation infinie, dans le cadre du marché global. On peut lire toutefois dans les analyses de Rosa Luxemburg, qui avait compris que l'impérialisme n'était pas une simple dégénérescence du capitalisme ou son stade suprême mais la forme prise par ce système, les limites de cette expansion.

Le temps du monde fini est une expression empruntée à Paul Valéry, qui écrivait en 1931 : *«le temps du monde fini commence».* Il signifiait que la Terre était entièrement connue et conquise, qu'il n'y avait pas de "nouveau monde" et qu'il était temps d'abandonner les rêves de conquête pour donner leur place à la justice et à la solidarité. Sa voix a été recouverte par les promesses de progrès, de développement et de croissance après 1945. Dans ce contexte, parler de limites à la croissance ou à l'expansion des forces productives était quasiment blasphématoire.

La crise actuelle débute dans les années 1970 : à la crise d'accumulation s'ajoute celle de l'essoufflement d'un processus de production-consommation caractéristique du capitalisme d'après-guerre. Des voix se sont élevées alors pour exprimer le refus du productivisme et l'épuisement des ressources non renouvelables. Mais le consensus productiviste les a étouffées. L'arrivée au pouvoir de coalitions néolibérales a accéléré le processus de la globalisation. Pour retrouver la croissance perdue (et les profits), le libre-échange et la concurrence généralisée ont été décrétés impératifs universels et les États sont devenus des auxiliaires du marché global. L'extension du capitalisme à l'échelle de la planète a accéléré considérablement l'extraction des ressources naturelles et les déséquilibres écologiques majeurs (climat, eau et biodiversité). Mais dans cette phase du capitalisme global, c'est l'ensemble des activités humaines, du monde des humains et de la vie, qui devient le support de la valorisation du capital. et de l'industrie financière À la fragilité et aux limites de la Terre s'ajoute la fragilité des sociétés, sapées dans leur fondement par la destruction des institutions qui leur donnaient corps.

R&V : La catastrophe de Fukushima n'est-elle pas à la fois un révélateur et un accélérateur de la crise écologique ?

G.A : La catastrophe de Fukushima est le révélateur de la croyance en la maîtrise rationnelle du monde propre à la culture occidentale. Croyance fanatique qui a pu aller jusqu'à construire des centrales nucléaires sur des failles sismiques connues, dans un pays qui avait vécu l'expérience de la bombe atomique. Croyance en la toute puissance de la technique et oubli qu'avec l'énergie nucléaire, où que soient situées les centrales, nous enclenchons des processus que nous ne maîtrisons pas. Nous n'oublierons pas l'image des liquidateurs japonais chaussés de bottes en plastique et luttant contre le feu atomique avec des pelles et des seaux ! C'est un triste rappel à la mesure. Cette catastrophe est un accélérateur de la crise écologique car il n'y aura pas de retour à la «normale» dans une zone dont nous ne connaissons pas encore le périmètre. Elle sera aussi, espérons le, un accélérateur de l'impasse énergétique et du modèle économique et social sous-jacent.

R&V : En quoi la gravité de la crise écologique et le temps du monde fini nous invitent-ils à revenir à la question de la Nature et à la repenser par rapport à la tradition marxiste d'une nature souvent séparée de la société ?

G.A : Il est difficile de répondre à cette question brièvement. Tout d'abord le problème n'est pas celui de la séparation de la nature et de la société car cette séparation exprime simplement que les lois sociales, les institutions sont le fruit des choix humains, des rapports sociaux et non l'expression de lois naturelles. Mais cette séparation, dans la culture occidentale, est allée de pair avec l'idée que la domination, la maîtrise et la possession de la nature étaient les conditions de l'émancipation humaine et de la civilisation. Selon cette conception utilitariste, machinique et colonialiste, la nature est réduite à un objet passif, une res nullius, un stock de ressources à la disposition des humains. Marx n'a pas ignoré la part naturelle de la condition humaine, notamment quand il parle de la destruction par le capitalisme du travail comme interaction métabolique entre l'homme et la nature. Mais ce que retiendra la tradition marxiste, ce sont les lois scientifiques de l'histoire qui donnent au développement des forces productives un rôle émancipateur. Dans ce contexte, les limites imposées par la nature sont considérées comme des fantasmes réactionnaires ou des obstacles à franchir grâce à la science et la technique. Plus généralement, l'émancipation est comprise comme un arrachement aux conditions naturelles, à la nécessité. Plus largement les forces "progressistes" ont partagé ce déni de la part naturelle de la condition humaine. Ce que nous avons à retrouver c'est le lien fondamental des sociétés et des humains avec les écosystèmes dans lesquels il vivent.

R&V : Tu nous proposes de «retrouver le commun». Pour cela, quelle sont les formes de propriété que tu préconises et que penses-tu de la notion d'alterdéveloppement, en alternative à la croissance capitaliste ?

G.A : Le problème n'est pas la *«croissance capitaliste»*, mais la croissance tout court. Cela ne signifie en rien qu'il faut arrêter de produire, cela signifie que les choix de production et de consommation sont des choix de société, des choix démocratiques, qui nécessitent une relocalisation des activités, une coopération entre les sociétés, l'acceptation des limites de la biosphère et de ses rythmes. Cela signifie aussi qu'il y a des modalités et exigences diverses en fonction des sociétés, des inégalités sociales qui ont atteint des sommets jamais égalés, une dette écologique immense accumulée par les pays industriels. L'alterdéveloppement (pour ne pas dire l'altercroissance) n'est-il pas encore un mot à particule comme développement durable, humain, soutenable et le cache-sexe d'un paradigme qui n'en finit pas ? Pourquoi ne pas lâcher prise (le développement est une invention occidentale), admettre l'échec et parler de bien vivre ?

Pour la propriété, qui est une question centrale, quand je parle de biens com-

muns, c'est pour signifier que l'alternative à l'expropriation des biens communs n'est pas seulement la propriété publique-étatique ou la délégation de service public (puisque public et étatique sont généralement confondus même s'ils sont différents). Il existe des formes de propriété communautaire, des communautés d'usagers, qui se réapproprient les biens communs. C'est le cas pour l'eau, pour les semences, pour la terre, pour les forêts, mais aussi pour les biens communs de la connaissance et des biens communs sociaux, captés par les entreprises multinationales ou bradés par les États. Dans ces cas, la propriété ne signifie pas appropriation mais usage, entretien et restitution.

La référence à la communauté qu'induit la notion de communs pose problème, tant la culture occidentale a considéré les communautés comme des obstacles à la «modernisation», à la grande société comme disait Hayek. Les communautés subissent la même opprobre que celle subie par l'agriculture paysanne, par la gestion communale de l'eau par exemple. S'il est vrai que le communautarisme met en avant des communautés fusionnelles, sans conflit, autocentrées, de nouvelles communautés d'usagers existent bien, des communautés ancrées sur un territoire et ouvertes au monde, elles sont des sujets collectifs d'autogouvernement, de démocratie horizontale, qui lancent un défi à la marchandisation en se déclarant les usufruitiers de ressources non aliénables .

R&V : En quoi les résistances actuelles les plus significatives dessinent-elles un autre avenir pour l'humanité, et que nous a dit le FSM de Dakar à ce sujet ? Les Forums Sociaux à l'échelle locale comme mondiale ne sont-ils pas les lieux idéaux pour échanger et débattre des questions traitées dans ton livre ?

G.A : Le mouvement altermondialiste est une des réponses à la globalisation du capitalisme et à la globalité de sa crise actuelle. À ce titre le forum de Dakar a marqué une étape car au-delà de la crise du capitalisme, c'est la crise de civilisation occidentale qui a été mise en évidence. Ce forum a rendue visible les résistances et les expériences, qui partout dans le monde, portent un changement de paradigme. Je pense en particulier aux luttes contre l'extraction des matières premières, contre les grands barrages, contre l'accaparement des terres : il ne s'agit pas dans ces cas seulement de la demande d'une justice redistributive mais de résistances à l'expansion capitaliste et de mise en œuvre de voies alternatives. Plus généralement, les forums sociaux locaux, articulés avec les forums globaux, montrent qu'il n'y a pas de séparation entre le local et le global, chaque lutte locale, expérience locale, exprime la globalité des questions soulevées et des enjeux.

Quant à mon livre, j'ai tenté en l'écrivant de restituer la force des mouvements et des résistances, souvent sous-estimés, et qui indiquent les voies à emprunter dès aujourd'hui. Les autres mondes que nous voulons ne sont pas des mondes abstraits pour les générations futures, ils sont déjà là et ne demandent qu'à être élargis pour prendre tout leur sens politique. Comme l'écrit Vandana Shiva, nous avons à résister à la monoculture de l'esprit qui, en oubliant la diversité, fait disparaître les alternatives et crée le syndrome du «manque d'alternative». ■

Interview réalisée par Bruno Della Sudda et Romain Testoris

1. «Le temps du monde fini*» (2010, Editions Les Liens qui Libèrent)

Le Grand Soir, la Fête des Alternatives

Le samedi 25 juin 2011
À la Maison de quartier Gérard Rinçon
30 rue Ernest Savard, à Montreuil

UNE PRECIEUSE

Placé sous le signe d'une citation de Paul Valéry, *«Le temps du monde fini commence»,* le livre de Geneviève Azam, nous conduit pendant deux cents pages dans le labyrinthe d'une réflexion approfondie et inquiète mais passionnante sur notre époque.

Fini, notre temps l'est doublement ; du point de vue de la nature, qu'elle nomme la Terre, et du point de vue de la société. C'est parce que l'humanité a refusé de le voir qu'elle inflige catastrophe sur catastrophe à la nature et que ses sociétés ont été ravagées au 20e siècle comme jamais auparavant (nazisme, goulag, Hiroshima...). Geneviève Azam parle «d'effondrement» pour ne pas reprendre à son compte quelques illusions telles que la disparition programmée du capitalisme (qui relève d'une interprétation mécanique de Marx), l'attente du grand soir (chère à une tradition d'extrême-gauche guettant la répétition de la Révolution russe d'octobre 1917) ou la fin de l'histoire (décrétée par l'historien américain Fukuyama après l'effondrement du « bloc soviétique » et l'existence d'un consensus mondial en faveur de la démocratie libérale). L'auteure parle " d'effondrement " pour une autre raison encore : il s'agit de se dissocier de la dialectique «d'un avenir meilleur enfanté dans le mal présent» qu'elle attribue de façon trop rapide au marxisme, mais aussi pour noter les logiques d'autres possibles.

L'imaginaire capitaliste est aujourd'hui épuisé, ainsi que l'imaginaire "progressiste" qui tentait d'inventer un autre futur en améliorant le modèle capitaliste.

Ce qui a joué contre l'acceptation lucide de la finitude du monde, nature et sociétés, c'est la marchandisation généralisée, le libre-échange porté à l'absolu par le néo-libéralisme, et du point de vue idéologique, le progrès technique considéré comme valeur morale. Geneviève Azam s'arrête sur la question de la nature et elle revient à la pensée très répandue à gauche, selon laquelle l'invocation de la nature dans le champ politique et social est synonyme de réaction et le signe d'une sous-estimation réactionnaire des rapports sociaux. L'imprégnation de cette pensée explique pour une large part, pour l'auteure, la fuite en avant de la gauche dans la foi dans le progrès technique, voire le scientisme et ce qu'on appelle le productivisme. Ce faisant, la nature n'est ni magnifiée ni fantasmée par Geneviève Azam, elle est remise à sa place et articulée à l'humanité ; et c'est ce qui permet d'envisager d'une manière différente l'émancipation humaine.

Au bout du compte, la finitude a été niée et le monde de la finitude rélle détruit. *«... la vie s'objective sous forme matérielle et se trouve privée de sens et d'imaginaire, le symbole quitte la condition humaine... le vivant humain est réduit à une chose... La fabrication programmée se substitue au mystère de l'existence»* (page 57) *«La vie elle-même devient une fabrication, le vivant pouvant être déconstruit, reconstruit et amélioré à loisir»* (page 59). Le commun est détruit et la politique en même temps, ce qui rend possible les sociétés totalitaires. Le creusement des inégalités et la dégradation des écosystèmes vont d'un même pas.

C'est l'échec du capitalisme et plus largement des projets qui ont confondu autonomie et liberté avec domination de l'humanité sur la Terre et arrachement des humains à la Terre.

CONTRIBUTION AU PROJET ALTERNATIF

Un nouveau projet d'émancipation ne peut se contenter un autre régime de propriété et d'une autre répartition des richesses mais doit fonder d'autres normes (telles que laisser le pétrole dans le sol au lieu de prévoir son exploitation), retrouver le commun et avec lui la réappropriation du monde et la démocratie, le commun étant défini comme la dépendance des humains entre eux et vis-à-vis de la Terre. Les mouvements d'émancipation doivent entreprendre un changement d'imaginaire, l'émancipation devant alors se définir non seulement comme le conflit entre capital et travail mais aussi et de manière articulée et avec le souci de la Terre ; par exemple la réduction du temps de travail - dont la dimension écologique[1] n'a pas échappé à l'auteure - permet d'habiter le temps.

Pour étayer son propos, Geneviève Azam prend le parti de s'appuyer sur les expériences en cours en Amérique latino-indienne, et débattues dans le mouvement altermondialiste, qui illustrent sa problématique et jouent aujourd'hui à l'échelle mondiale un rôle important : ces expériences, davantage que tous les écrits et tous les discours, donnent à voir le contenu d'un projet de société alternatif au capitalisme[2].

LE TEMPS DU MONDE FINI
VERS L'APRES-CAPITALISME
de Geneviève Azam
Editions « Les liens qui libèrent », 2010)

Réintroduire consciemment la finitude, qui n'a jamais disparu mais a été et continue d'être niée, voilà le fil d'Ariane. *«... la Terre a sa vie propre indépendante de vouloir ou du faire des humains...»* L'éthique et la politique ne concernent plus seulement les rapports entre humains *«elles ont à inclure les rapports des humains à la Terre.»*

Voilà l'essentiel de ce livre qui manifeste avec force les exigences d'un projet que nous appelons rouge et vert. C'est pour tenter d'en approfondir certains aspects et pour contribuer à l'élaboration politique nécessaire, dans le droit fil de ces exigences, que nous avançons les remarques suivantes.

Ce que nous appelons "le vert" est bien documenté, et ne se confond jamais avec un paradigme écologique[3] et ses conséquences tout aussi réductrices et messianiques que l'étaient celles du paradigme rouge du vieux mouvement ouvrier d'hier. Par contre, ce que nous appelons "le rouge" souffre parfois de remarques trop rapides. C'est entendu : Marx et Engels ont sous-estimé la dépendance de l'économie vis-à-vis de la nature, et leur dialectique des forces productives et des rapports de production verse dans l'économisme en faisant silence sur une notion aujourd'hui cruciale, la transformation des forces productives en forces destructrices. Ils ont vu le capitalisme comme s'il n'avait pas d'extérieur : la question des limites ne pouvait donc être posée sérieusement ; les échanges entre capitalisme et nature ne sont pas oubliés mais vus seulement sous l'angle de l'entrée dans la machine à faire du profit.

Cette indifférence à l'extérieur n'invalide pas les analyses de l'intérieur du monde capitaliste. Et si l'on cite leur œuvre, on ne peut en citer seulement les manques et les illusions ; elle contient une richesse d'analyses dont la nécessaire synthèse rouge et verte a bien besoin aujourd'hui, non comme rappel de principes, mais, débarrassée de ses interprétations mécanistes, centralistes et fossilisées par le stalinisme et le "marxisme d'Etat", comme incitation à penser nous-mêmes l'effondrement et son issue.

C'est ainsi que le monde d'où fuient le sens et le symbolique est analysé par Marx comme étant le monde du nihilisme capitaliste, *«contradiction d'un non-sens absurde»* qui consiste à ne plus produire en premier lieu pour la valeur d'usage ; que le consumérisme qui donne lieu aujourd'hui à tant de discours moralisateurs est replacé dans le schéma général de la recherche du profit et analysé comme une conséquence de la surproduction capitaliste, cette surproduction doit avoir pour pendant une sur-consommation, *« la consommation pour la consommation doit faire face à la production pour la production »*. Voilà de quoi dans les deux cas ne pas se tromper de cible.

Surtout, la véritable entrée dans la pensée de Marx ne peut plus être la "dialectique" des forces productives et des rapports de production, mais comme dans *Le capital*, l'analyse de la marchandise et de la marchandisation comme raison d'être du capitalisme, de ses crises et de ses désastres. Nous y sommes en plein. Que l'on songe seulement aux salariés victimes de la marchandisation ultra-libérale qui retournent leur violence contre eux [4].

Le point fort du livre est son propos même. Réintroduire la finitude dans un projet d'émancipation n'allait pas de soi.

D'une part parce que cette idée a souvent été instrumentalisée par l'extrême droite sur le thème de la terre et des morts, de *«la terre qui ne ment pas»* chère à Pétain. D'autre part parce que le "progressisme" a eu tendance à penser qu'au-delà d'un certain seuil de développement les difficultés tombent d'elles-mêmes. Plus tard, ce sera mieux, il faut seulement aller plus loin, plus haut, plus vite. Or c'est toujours dans un ici et maintenant que les catastrophes surviennent et cet ici et maintenant est fait de la nature et de la société. Geneviève Azam marque avec clarté qu'aux antipodes de tout "naturalisme social", il ne s'agit pas de considérer que la société est une organisation naturelle. Les inégalités, dit-elle, ne sont pas des lois naturelles. Pour employer un vocabulaire qui n'est pas le sien, ne pourrait-on dire que toute société a bien un support naturel et territorial, mais qu'elle a sa propre base historique et sociale. Et ce support pourrait bien se dégrader au point de réduire les sociétés à des phénomènes de survie (Tchernobyl). La finitude et les notions qui lui sont liées comme l'auto-limitation, la sobriété, semblent bien indispensables non seulement à la survie de la planète, c'est aujourd'hui d'une évidence dramatique, mais aussi, à condition d'être pris en compte dans une perspective autogestionnaire -à laquelle l'auteure fait une allusion[5], sans aller plus loin, ce qui est dommage-, à l'émancipation sociale. C'était moins évident, et c'est la cause que Geneviève Azam plaide et qu'elle gagne : son livre est une contribution précieuse aujourd'hui pour toutes celles et tous ceux qui sont attaché-e-s à l'élaboration d'un projet alternatif. ■

B.D.S et R.T

(1) Revendication historique du mouvement ouvrier depuis la seconde partie du XIX° siècle, la « RTT » est rarement justifiée pour des raisons écologiques, alors qu'elle l'a été par des secteurs de la CFDT dans la décennie des années 1970 puis par les écologistes de gauche et la gauche alternative, et en particulier les Alternatifs. Sur cette dimension très importante de la RTT, on peut se reporter aux travaux de Jean-Marie Harribey.

(2) A noter que ces expériences ont été largement évoquées dans le cadre du FSM de Dakar (voir numéro spécial de Rouge et Vert consacré au bilan du FSM de Dakar)

(3) Vision selon laquelle l'essentiel de la compréhension du monde et de son histoire s'explique par l'écologie et l'essentiel des problèmes de la planète se résoudra par l'écologie

(4) Partant des expériences alternatives de relocalisation de la production, mais aussi des reprises d'entreprises en faillite, d'occupations de friches et de terres, en réponse à la crise, Geneviève Azam signale que « l'autogestion retrouve un certain lustre ». Le retour de l'autogestion ne lui a donc pas échappé !

(5) Entraînée par sa lecture vigilante, mais peut-être réductrice de Marx, Geneviève Azam ne commet-elle pas une contre-sens à propos de la citation de Marx qu'elle fait page 179 ? : «Pour que la bourgeoisie devienne une puissance «insupportable», c'est-à-dire une puissance contre laquelle on fait une révolution, il est nécessaire qu'elle ait fait de l'humanité une masse totalement «privée de propriété» qui se trouve en même temps en contradiction avec un monde de richesse et culture existant réellement...» «L'idéologie allemande». Elle commente : «... ce texte traduit une manière de voir la propriété, en soi, comme un frein à l'émancipation. Il fait en effet de l'expropriation généralisée une condition de la révolution, car la propriété lie, attache, alors que la révolution doit arracher et faire table rase» (p 179). Or Marx ne fait que décrire l'expropriation des expropriateurs, et «nécessaire» signifie «historiquement nécessaire», au sens de condition historique, et non «moralement nécessaire», pour se débarrasser d'un lien. Un malentendu fréquent...

Contribution au débat sur l'Autogestion

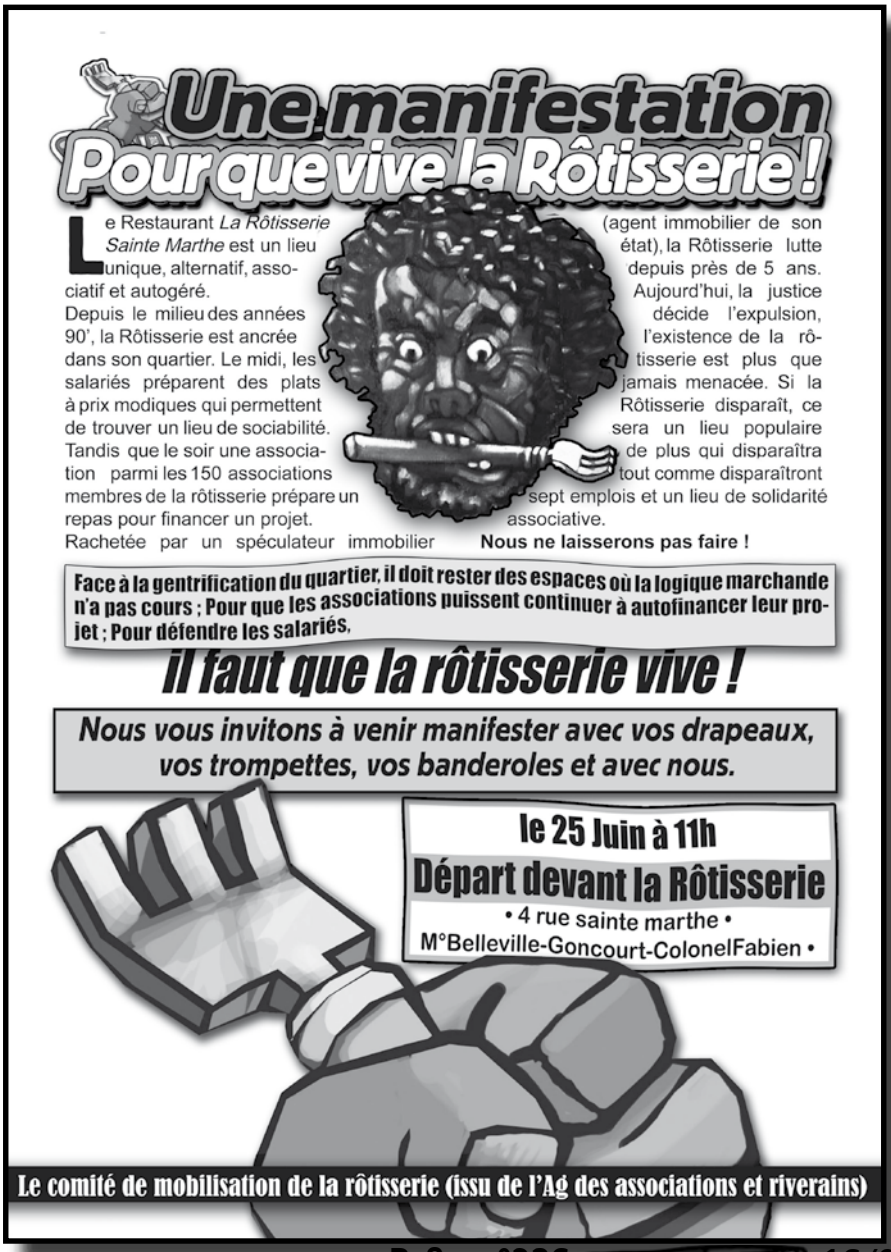
Si des conditions objectives permettent indubitablement l'accélération des processus d'appropriation collective des moyens de production, comme cela s'est notamment vérifié lors des révolutions sociales en 1917 en Russie et, surtout en 1936 avec les collectivisations spontanées en Catalogne et en Aragon, d'autres formes et modalités d'appropriation ont vu le jour ces dernières années dans des contextes bien différents. Les mouvements de récupération d'entreprises en Argentine (220 en une décennie), de l'usine sidérurgique vénézuélienne SIDOR, de l'usine de pneumatiques Hulera Euzkadi S.A, qui appartenait à Continental Tire, à El Salto au Mexique démontrent que des luttes contemporaines dans des contextes différents peuvent remettre en cause la propriété capitaliste des moyens de production et redémarrer une production sous gestion ouvrière.

Ces expériences émanent, le plus souvent, d'équipes syndicales influencées par des marxistes révolutionnaires ou autogestionnaires mais cette condition n'est pas exclusive. Elles peuvent parfois résulter de démarches beaucoup plus pragmatiques en cas de crise grave mais tout à la fois s'inscrire dans une tradition historique et culturelle, telle que l'on peut l'observer en Argentine où « *Aujourd'hui, quel que soit l'endroit dans le pays, lorsqu'une entreprise ferme, les travailleurs brandissent le drapeau de l'autogestion. C'est le grand acquis de la lutte de la classe ouvrière argentine* » (Abelli-2009). C'est donc bien toute une culture ouvrière qu'il faut tenter de changer en Europe.

En France et en Europe, la crise de 2008 a entraîné la destruction de plusieurs centaines de milliers d'emplois industriels (269 000 en France selon Alternatives économiques). Si des luttes, parfois exemplaires en termes de combativité, ont pu être menées, elles ont été essentiellement défensives, elles se sont limitées à résister aux "plans sociaux" dictés par la logique actionnariale et à négocier des primes de licenciements. Hormis dans l'Etat espagnol où 40 entreprises ont été récupérées en deux ans (dont une majorité en Catalogne), rarement les questions de propriété (Molex, Goodyear) ou de reconversion de la production (Total Dunkerque) ont été posées. Ce que les travailleurs mexicains ont obtenu à El Salto était-il possible à Clairoix ? (Il s'agit de la même transnationale et d'une usine de même taille. L'usine d'El Salto a même embauché 200 ouvriers après la récupération). A aucun moment, les équipes syndicales n'ont évoqué et encore moins élaboré de contre-plans ouvriers alternatifs. Dans ce panorama, l'expérience limitée de Philips à Dreux a au moins eu un mérite, celui de réactualiser le "contrôle ouvrier" en redémarrant la production pendant deux semaines.

Dans la définition de notre projet autogestionnaire, il semble essentiel de prendre en compte cette actualité en Amérique latine et en Europe. Bien évidemment, elle interroge en premier lieu les stratégies syndicales. Mais la responsabilité syndicale ne saurait exonérer les organisations politiques de réflexion et de mode d'intervention dans ce secteur. Car, la question de l'appropriation collective ou la socialisation des moyens de production ou de services doit s'inscrire dans notre projet global de transformation sociale et d'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. Dans ce cadre, le contrôle ouvrier envisagé comme étape et les contre-plans alternatifs ou plans de reconversion écologique comme objectifs peuvent être des instruments de remobilisation des travailleurs pour passer de la préservation de l'emploi et des acquis à la remise en cause de la propriété tout en interrogeant l'utilité sociale et écologique de la production sans attendre le « grand soir ».

Que produire ? Pour quoi faire ? Comment produire ? Ces questions dépassent inévitablement le cadre stricto-sensu de l'entreprise pour intégrer celui de la branche



et au-delà, celui de la société, dans le but de définir l'usage des produits avec les utilisateurs, les usagers et les consommateurs. Pour cela, les luttes ne doivent pas restés isolées. Il est impératif de développer des solidarités mais également des collaborations avec les travailleurs et leurs organisations syndicales.

En Argentine, les occupations d'usines qui durent généralement plusieurs mois ne sont possibles qu'avec le soutien des populations, des forces sociales et politiques. Ce n'est qu'à cette condition que la récupération devient possible, l'exemplarité de l'expérience Zanón (Fasinpat) l'a démontré amplement. En France, l'exemple de l'entreprise Ceralep à Saint-Vallier conforte cette position car c'est toute une ville qui s'est mobilisée et impliquée, y compris d'un point de vue financier, dans la reprise de la production.

Sur la pertinence du contrôle ouvrier comme modalité de lutte transitoire

Pour des autogestionnaires, le contrôle ouvrier n'est pas une finalité. Nous défendons le concept de gestion ouvrière mais la mise en place de mécanismes de contrôle sur la gestion des entreprises privées ou publiques par les travailleurs peut être une première étape tactique. Les travailleurs peuvent notamment obtenir l'accès aux comptes, la transparence sur la stratégie commerciale et industrielle des entreprises, même si les lieux de décision ont été déconcentrés et les modalités de production (flux tendus et hyperspécialisation des unités productives) se sont complexifiées depuis deux décennies. Le contrôle ouvrier permet aux travailleurs de développer la confiance en eux-mêmes et d'intervenir collectivement pour transformer les relations de travail dans les entreprises. « Mais si le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises est absolument fondamental, il ne peut être qu'une revendication transitoire et non une finalité si on se situe dans une perspective autogestionnaire. Il est préférable de revendiquer des Conseils de gestion ou des Conseils d'entreprise, plutôt que de se limiter au contrôle » (Gurvitch 1966).

Bien évidemment, la question d'échelle se pose inéluctablement. Selon le caractère de masse, le contrôle ouvrier peut permettre d'autres possibles et développer la capacité des travailleurs à prendre en charge leur propre vie professionnelle et sociale. Pour autant, le contrôle ouvrier ne peut être que transitoire car il ne se limite qu'à la surveillance et à la vérification de la marche d'une entreprise, la direction effective reste entre les mains des capitalistes. Si le contrôle ouvrier ne peut être réalisé que par la lutte, il enclenche néanmoins un processus dynamique et rend possible le passage à la gestion ouvrière. Le rôle des autogestionnaires consiste donc à placer les luttes partielles pour le contrôle ouvrier dans la perspective de l'autogestion, même si cela demeure une utopie dans le système capitaliste. La réussite de l'autogestion implique évidemment son extension à des branches entières de l'activité économique et d'élaborer collectivement des plans de reconversion locaux et une planification globale.

Des Contre-plans alternatifs pour une reconversion écologique

La défense et la préservation des postes de travail - mais aussi la transformation du travail lui-même - nécessitent l'élaboration de contre-plans alternatifs visant une reconversion écologique qui devront intégrer des questions telles que :
- le développement et la faisabilité technologique des nouveaux produits ;
- l'impact écologique pour fabriquer ces produits ;
- la recherche de l'innovation en fonction d'une plus grande utilité sociale des produits ;
- la redéfinition des rapports sociaux dans l'entreprise et la branche ;
- la transformation de l'organisation du travail, le transfert des « savoir-faire » et la remise en cause des savoirs morcelés.

Les contre-plans posent la question de la démocratie autogestionnaire autour de l'entreprise :
- démocratie comme révélatrice des conflictualités dans l'élaboration d'un projet commun ;
- accès à l'information ce qui implique l'ouverture des livres de comptes et le contrôle des investissements ;
- les nouvelles formes d'organisation et d'expression des travailleurs des conseils d'atelier au conseil d'entreprise ;
- le rôle des experts et contre-experts (associations de chercheurs, économistes, syndicalistes, etc.) ;
- l'intervention de la population concernée, du mouvement écologiste, des mouvements de contestation puisque la définition d'une production socialement utile et écologiquement soutenable ne peut être obtenue que par un processus d'échange *« avec nous même en tant que consommateur »*. (Hardy-2010)

Cette appropriation autogestionnaire d'entreprises pourrait être favorisée comme le suggère le groupe de travail "Reconversion écologique" par un Fonds National de Reconversion Ecologique (FNRE) alimenté par des prélèvements sur les entreprises et les marchés financiers.

Un tel projet implique un changement radical, une remise en cause de la logique productiviste capitaliste, et un décloisonnement des tâches et des sphères entre les composantes syndicales, politiques, associatives et citoyennes. Notre mouvement doit pour cela l'inscrire dans son projet autogestionnaire, le populariser et s'impliquer dans les luttes. ■

Richard NEUVILLE

Quelques sources :

José Abellí, *Empresas recuperadas*, article du 27/02/2009, consultable sur le site OSERA : http://www.iigg.fsoc.uba.ar/empresasrecuperadas/PDF/Abelli.pdf
Benoît Borrits, *« Philips EGP Dreux : De la défense de l'emploi à l'auto-organisation »*, janv.-2010. http://www.benoitborrits.fr/spip.php?article10
Georges Gurvitch, *"L'avénement des conseils d'usine"*, revue Autogestion, n°1, déc.1966.
Jean-Pierre Hardy, *« Les contre-plans ouvriers alternatifs »*, in *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Collectif Lucien Collonges, Syllepse, Paris, 2010,
Richard Neuville, *« Argentine : les entreprises récupérées se consolident ! »*, R&V n° 318, 06/01/2011 http://alterautogestion.blogspot.com/2011/01/argentine-les-entreprises-recuperees-se.html
Richard Neuville, *« Venezuela : Dans quelle mesure, les travailleurs contribuent-ils à l'approfondissement et à la radicalisation du processus révolutionnaire ? »*, Sept. 2010. http://alterautogestion.blogspot.com/2010/10/venezuela-dans-quelle-mesure-les.html
Evelyne Perrin, *« Haute tension, Les luttes de salariés contre les plans sociaux 2008-2010»,* 2010, http://iresmo.jimdo.com/2010/12/22/a-lire-evelyne-perrin-haute-tension/
40 entreprises récupérées en deux ans dans l'Etat espagnol http://www.kaosenlared.net/noticia/crisis-economica-resucita-toma-fabricas-espana
Reconversion écologique et sociale, Groupe de travail Reconversion écologique

FASE

LA FASE VERS LE FRONT DE GAUCHE

La consultation des membres de la FASE sur la question des rapports avec le Front de Gauche, et plus largement sur le positionnement de cette organisation pour un rassemblement de la gauche de gauche, s'est conclue par un collectif national le 11 juin.

Plus de 350 participantEs à cette consultation se sont prononcéEs : 57% pour une orientation de débat avec le Front de Gauche en vue d'aboutir à un front de gauche élargi, 43% sur une position privilégiant la construction de partenariats n'impliquant pas une entrée dans le Front de Gauche.
Malgré l'avis positif des communistes unitaires comme celui d'une grande partie du secrétariat force est de constater que l'orientation en faveur d'un rapprochement vers le Front de Gauche n'a pas obtenu une franche majorité.
Enfin une majorité de 58 % contre 42 % s'est prononcée pour que la FASE repousse à Septembre son choix pour les élections de 2012.

Le texte adopté par une nette majorité des participantEs au collectif national s'oriente dans le sens suivant : *«La FASE souhaite* [...] *développer un processus de discussion avec le Front de gauche dans la perspective de participer à un Front de gauche transformé. Cette démarche s'inscrit dans la perspective des élections présidentielles et législatives de 2012. Mais ce rassemblement ne peut pas se réduire à sa dimension électorale. Il doit également participer au développement des mobilisations. Il doit aussi être un outil pour mener largement la bataille des idées, pour mettre au cœur du débat public la question du projet de société»*
Par ailleurs la FASE indique que sa démarche *«continue donc à s'adresser aussi aux groupes politiques de la gauche d'alternative : Alternatifs, courants écologistes antilibéraux, FSQP, NPA, objecteurs de croissance, PCOF, etc.»*
Compte tenu de la diversité des positionnements en son sein, comme des configurations politiques locales « (la FASE) veillera, en stimulant ses liens d'organisation fédérative, à ce que ce processus de transformation du FDG soit un progrès, partout, dans des situations très diversifiées. Quand les obstacles à l'unité seront grands, nous prendrons collectivement les moyens pour que les militant-e-s puissent agir, regrouper, et ainsi créer les conditions d'une alliance. En tout état de cause, ce sont les collectifs locaux et leurs coordinations qui décideront en toute autonomie de leurs choix pour cette période.»
Malgré un texte équilibré l'interprétation donnée par la presse des décisions de cette réunion a été comme l'écrit Médiapart que *«la Fase, vient de choisir de rejoindre le Front de gauche et de soutenir Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. »* Dans le même sens un communiqué du PG en date du 12/11 indique *« Plus rien de devrait donc empecher la FASE de construire le Front de Gauche aux côtés de ses actuelles composantes… » .*
Par ailleurs un préjugé favorable a été donné à la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la Présidentielle *«à condition de construire ensemble une campagne collective, riche de la diversité du rassemblement.»*

Les Alternatifs, quelles que puissent être les divergences avec la FASE, poursuivront un dialogue fraternel avec elle, une instance nationale de notre mouvement décidera dès la rentrée de son positionnement pour la séquence électorale de 2012. ■

Tiburce CABOCHON

La FASE se félicite de l'existence d'assemblées de citoyens et de militants qui permettent de lancer les bases larges et dynamiques d'un véritable front d'unité populaire. Elle appelle à en constituer sans tarder, localement et dans tous les départements, avec les camarades du Front de Gauche, des organisations qui le souhaitent et tous ceux et toutes celles qui le veulent, pour une alternative de rupture à gauche, sociale et écologique.
La FASE souhaite que le FDG dépasse et transforme son cadre actuel. Pour nourrir une dynamique d'alternative puissante et populaire, il faut créer une convergence de tous les courants de la gauche de gauche, les secteurs de lutte, associatifs et syndicaux, pour un large front ouvert aux citoyens. Certains groupes, comme Convergences et Alternative, ont déjà fait savoir leur volonté de participer à cet élargissement et à cette transformation.
La transformation du Front de gauche s'est traduite de façon différenciée selon les localités et les départements. Seule la pratique commune, en construisant un véritable front large (politique, syndical, associatif, citoyen) permettra d'affirmer cette force et cette dynamique. Rien n'est joué : les initiatives sociales, les engagements, les campagnes mais aussi les transformations acceptées par les trois organisations à l'origine du Front de gauche devront être évalués pour pouvoir confirmer le choix que nous faisons aujourd'hui.
Notre démarche continue donc à s'adresser aussi aux groupes politiques de la gauche d'alternative : Alternatifs, courants écologistes antilibéraux, FSQP, NPA, objecteurs de croissance, PCOF, etc.
Il faudra bien que le FDG dans son état actuel accepte de respecter la diversité, de donner une place suffisante aux composantes qui veulent y participer. C'est une nécessité pour que la gauche de transformation trouve sa place à la hauteur des enjeux. Cela vaut pour les candidatures aux législatives comme pour l'animation des campagnes.
La FASE est regroupée sur des objectifs de transformation sociale et écologique.
Sur ces bases, la FASE souhaite donc développer un processus de discussion avec le Front de gauche dans la perspective de participer à un Front de gauche transformé. Cette démarche s'inscrit dans la perspective des élections présidentielles et législatives de 2012. Mais ce rassemblement ne peut pas se réduire à sa dimension électorale. Il doit également participer au développement des mobilisations. Il doit aussi être un outil pour mener largement la bataille des idées, pour mettre au cœur du débat public la question du projet de société.
Dans ce débat, la FASE veut porter en premier lieu des exigences d'appropriation sociale pour sortir des rapports d'exploitation ; de changement de mode de production et de consommation pour sortir du productivisme et répondre à la crise écologique ; de développement des droits ; de transformation démocratique. Dans ce cadre, l'exigence d'une constituante est incontournable. La FASE portera les axes de rupture définis dans le texte « Osons la révolution démocratique ! » adopté lors de sa Coordination Nationale des 2 et 3 avril 2011.
Pour une candidature commune à la présidentielle : malgré le piège que constitue cette élection la campagne sera menée pour affirmer une volonté de politique anticapitaliste et des objectifs de transformation, pour les mobilisations comme pour les législatives. C'est bien parce que, dans le dispositif actuel, les législatives s'inscrivent dans la suite immédiate de l'élection présidentielle que cette dernière a une importance particulière. Nous avons déjà dit que la candidature la plus rassembleuse serait la nôtre. Celle de Jean-Luc Mélenchon semble aujourd'hui en mesure de recevoir un accord large, à condition de construire ensemble une campagne collective, riche de la diversité du rassemblement. ■

Le développement de la presse autogestionnaire repose sur l'engagement des adhérent-e-s et sympathisant-e-s des Alternatifs comme sur l'augmen--tation du nombre d'abonnements.

Nous avons fait le choix du libre accès à *Rouge & Vert* sur le site des Alternatifs (www.alternatifs.org). Il nous parait tout aussi important d'augmenter le diffu--sions de la version «papier».

De nombreux abonnements et réabonnements à *Rouge & Vert* sont un encouragement à renforcer notre activité, et nous en donnent les moyens. Nous comptons sur toutes et tous. Le montant de l'abonnement est de 50 euros par an (il est également plus que souhaitable de rejoindre les Alternatifs en 2011).

Nom : Prénom :

Adresse :

☐ Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s Alternatifs»

☐ Je rejoins les Alternatifs en 2011

Ci-joint chéque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

GAUCHE ALTERNATIVE

AUCH

Rencontre alternatives à Auch

Une rencontre de militantEs politiques des régions Aquitaine et Midi-Pyrénées a leu lieu à Auch le 28 mai, elle devrait être le premier pas d'une coopération durable dans le grand Sud-Ouets. Rouge&Vert publie l'appel issu de cette rencontre.

Appel pour une plateforme militante et citoyenne permanente des unitaires du Sud-Ouest

Pour un programme vraiment à gauche, sortir du capitalisme et du productivisme !

Pour un Front élargi de gauche, battre la droite et l'extrême droite !

Le 16 avril à Agen, puis le 28 mai à Auch, nous, une centaine de militants et citoyens d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, issus de toutes les sensibilités de la gauche d'alternative et du syndicalisme de lutte* nous sommes réunis en débats et ateliers politiques.

Face à la gravité de la situation démocratique, écologique et sociale, nous affirmons l'urgence d'une convergence de toute la gauche d'alternative, dans l'héritage du 29 mai 2005. Face aux exigences du moment, nous devons faire front le plus largement possible pour proposer au peuple de gauche, à tous ceux qui désespèrent, une alternative crédible et à vocation majoritaire aux impasses sociales-libérales du PS, ainsi qu'aux menaces de la droite sarkozyste et du FN.

Notre initiative se veut participative et citoyenne, ouverte aux personnes, associations, syndicats et organisations politiques. Notre initiative fait partie d'une démarche d'ensemble sur laquelle nous convergeons, pour :

- remettre radicalement en cause un système qui détruit la planète et les hommes,
- agir tous ensemble au quotidien dans les luttes et les terrains d'alternatives concrètes,
- rassembler dans un front politique uni à la présidentielle et aux législatives de 2012,
- proposer et construire une alternative politique par-delà 2012

Nous pensons qu'il faut en 2012 un candidat unique de la gauche de transformation sociale, économique et écologique à la présidentielle, ainsi que des candidatures unitaires dans toutes les circonscriptions aux législatives, sur un programme de rupture vraiment à gauche.

Ce programme doit s'adresser à l'ensemble du peuple de gauche, en s'appuyant sur les revendications des mouvements sociaux et écologistes récents, y compris ceux de la jeunesse et des « indignés » avec leurs exigences démocratiques.

Nous sommes disponibles pour la mise en œuvre d'un Front élargi de gauche afin de permettre à toutes les organisations et forces concernées, comme aux très nombreux citoyens sans parti, de se retrouver ensemble dans une grande alliance pour la transformation sociale, économique et écologique, un véritable Front d'unité populaire.

Dès à présent un espace d'interventions militantes et citoyennes s'impose à nous pour créer les conditions de ce large front, changer la donne politique et donner corps au renouveau à gauche. Il est de notre responsabilité de l'investir le plus largement possible, comme le propose aussi le Front de Gauche, en associant le NPA et toutes les autres sensibilités de la gauche d'alternative (Alternatifs, FASE, PCOF…). Par cette démarche, il s'agit de rassembler dans une construction commune, toutes les initiatives qui participent au dépassement des clivages partisans et des replis identitaires.

Pour lancer les bases larges et dynamiques d'un tel front, nous appelons à constituer des assemblées de citoyens et de militants dans tous les départements de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées, sans sujets tabous, pour porter l'alternative indispensable de rupture sociale et écologique à gauche. La lisibilité, la crédibilité de toute la gauche d'alternative et de son projet de transformation de la société en dépendent. ■

Auch le 28 mai 2011

NB : les signataires de cet appel invitent dès maintenant à une nouvelle réunion en septembre.

(*) étaient présents et en soutien des journées, des militants Alterekolos (gauche EE), Alternatifs, Communistes Unitaires, FASE, Gauche unitaire, NPA, Parti de gauche, PCOF, gauche PS, amis du Front de gauche, Attac, occitans, des syndicalistes CGT, Confédération paysanne, FSU et SUD.

ITALIE

Claque italienne

Chacun aura noté le résultat des 4 référendums abrogatifs d'initiative populaire qui se sont tenus en Italie les 12 et 13 Juin 2011.

Non content d'avoir obtenu l'organisation de ces référendums, grâce à 1.5 millions de signatures, les Italiens se sont massivement mobilisés pour s'opposer au gouvernement Berlusconi sur des sujets emblématiques de sa politique : plus de 57% ont voté, malgré le week-end de Pentecôte, alors que la consigne officielle du gouvernement et des forces de la coalition de droite était de rester chez soi, puisque les résultats de ces référendums n'auraient pas été pris en compte si moins de 50 % du corps électoral s'était déplacé. Jamais aucun référendum populaire n'avait attiré autant de monde depuis les années 1970.

Pour chacun de ces référendums, entre 93 % et 97% des votants se sont donc opposés : à la privatisation nationale de l'eau (2 référendums) que le gouvernement venait de décider (ce qui aurait été une décision sans précédent, me semble-t-il, en Europe) ; au nucléaire (un référendum) ; à «l'empêchement légitime» que Berlusconi voulait plaider pour n'avoir pas à comparaître, en tant que président du conseil, devant les tribunaux.

Les questions

Question #1 : Abrogation des règles en vigueur permettant de confier la gestion des services publics locaux à des opérateurs économiques privés.

Question #2 : Abrogation partielle de la loi sur la tarification de l'eau sur la base de la rémunération proportionnée du capital investi.

Question #3 : Abrogation de la loi qui permet la production d'énergie nucléaire sur le territoire national.

Question #4 : Abrogation des dispositions en matière d'empêchement légitime du Président du Conseil des ministres à comparaître en audience pénale.

Cela ne règle pas tout mais ce n'est pas une si mauvaise nouvelle... Tout ceci ne va pas amener notre cher président à signer les décrets d'application du référendum d'initiative populaire en France... ■

Florian RIDEAU

Catalogne :

Démocratie réelle maintenant !

Sur une indignation enthousiasmante

Richard Neuville s'est rendu en Catalogne pour y observer le mouvement des Indignés. En attendant une analyse plus complète de son séjour, nous publions ici des extraits du journal qu'il a publié sur le blog http://alterautogestion.blogspot.com

27 mai :
Ils ne pourront pas déloger nos rêves

Au nom du football quasiment invoqué comme raison d'état, la police détruit les campements… et tente d'évacuer els indignats de Barcelona et de Lleida.
Le 27 mai, à partir de 6 heures 30 du matin, les Mossos d'esquadra ont investi le campement du M-15 installé sur la Plaça Catalunya à Barcelone. L'ordre est venu du conseiller à la sécurité de la Generalitat (dirigée depuis 2010 par Convergencia i Unio – parti de la bourgeoisie nationaliste), qui a utilisé le prétexte de « nettoyer » la place en vue du rassemblement prévu le 28 au soir sur cette même place, en cas de victoire du Barca en finale de la coupe d'Europe de football. [...]

Durant une assemblée [photo RN]

La police a détruit l'ensemble des stands mis en place depuis une semaine et demie. 120 blessés ont été dénombrés car la police a largement utilisé les matraques et les balles en caoutchouc. Tout le campement a été détruit et la police a laissé un champ de ruines et la place dans un état déplorable. Elle a seulement emmené ce qui l'intéressait (les ordinateurs, le matériel audiovisuel et des documents). Très rapidement, l'évacuation a provoqué un rassemblement de solidarité. Très tôt, la CGT (syndicat révolutionnaire) a donné l'ordre d'encercler la police. Des milliers de personnes accourent pour exprimer leur solidarité. Vers midi, la police doit se retirer. La même opération a eu lieu simultanément à LLeida, Plaça del Castell.

L'après-midi même, les jeunes ont réinvesti les places pour les nettoyer et commencer à réinstaller les campements. Le soir, des manifestations

Extraits du Manifeste du mouvement «Democracia Real Ya !»

Ne paie pas la crise des autres, rebelle-toi. Occupe la rue.

Nous sommes des personnes normales et ordinaires. Nous sommes comme toi : des gens qui se lèvent tous les matins pour étudier, pour travailler ou pour chercher du travail, des personnes qui ont une famille et des amis. Nous travaillons dur tous les jours pour vivre et donner un futur meilleur à ceux qui nous entourent. [...] Nous sommes tous préoccupés et indignés par le contexte politique, économique et social qui nous entoure, par la corruption des politiciens, des chefs d'entreprises, des banquiers… par le manque de défense du citoyen. Cette situation nuisible au quotidien, peut être changée si nous nous unissons. Il est temps de se mettre en marche, de construire ensemble une société meilleure. Pour cela nous soutenons fermement ce qui suit :

- Les priorités de toute société avancée doivent être l'égalité, le progrès, la solidarité, le libre accès à la culture, le développement écologique durable, l'épanouissement, le bien-être du citoyen.

- Il existe des droits fondamentaux qui devraient être couverts dans ces sociétés tels que le droit au logement, au travail, à la culture, à la santé, à l'éducation, à la participation à la vie politique, au libre développement personnel ainsi que le droit à la consommation des biens nécessaires pour mener une vie saine et heureuse.

- L'actuel fonctionnement de notre système économique et gouvernemental ne répond pas à ces priorités et représente un obstacle pour le progrès de l'humanité.

- La démocratie part du peuple (dêmos=peuple ; kratos=le pouvoir) et dans cette optique le gouvernement doit naitre du peuple. Toutefois, dans ce pays, la majorité de la classe politique ne nous écoute pas. Alors que ses fonctions devraient être celles de porte- paroles de nos revendications auprès des institutions, en permettant la participation politique des citoyens au moyen de voies directes procurant ainsi un meilleur bénéfice pour l'ensemble de la société, nous assistons à un enrichissement et à leur prospérité à nos dépends.

- Le besoin irrépressible de pouvoir de certains d'entre eux provoque une inégalité, de la crispation et de l'injustice, ce qui conduit à la violence que nous rejetons. Le modèle économique en vigueur, obsolète et antinaturel bloque la machine sociale et la convertit en une spirale qui se consume en enrichissant quelques-uns et en plongeant dans la pauvreté et la pénurie les autres. Jusqu'à l'effondrement.

- La volonté et la finalité du système est l'accumulation d'argent, la plaçant au-dessus de l'efficacité et le bien-être de la société. En gaspillant des ressources, détruisant la planète, produisant du chômage et des consommateurs malheureux.

- les citoyens font partie de l'engrenage d'une machine destinée à enrichir une minorité qui ignore tout de nos besoins. Nous sommes anonymes, mais sans nous, rien de ceci n'existerait parce que nous faisons bouger le monde.

- Si comme société nous apprenons à ne pas confier notre futur à une rentabilité économique abstraite qui n'est jamais favorable à la majorité, nous pourrons éliminer les abus et les manques dont nous souffrons tous.

Une Révolution Morale est nécessaire. Nous avons mis l'argent au-dessus de l'Être Humain alors que nous devrions le mettre à notre service. Nous sommes des personnes, non des produits du Marché. Je ne suis pas seulement ce que j'achète, pourquoi et à qui je l'achète.

Pour tout ce qui précède, je suis indigné.
Je crois que je peux le changer.
Je crois que je peux aider.
Je sais qu'unis nous pouvons.
Sors avec nous. C'est ton droit. ■

de protestation ont eu lieu dans tout l'Etat espagnol. A Barcelone, une douzaine de milliers de personnes y a participé.

A Girona, où nous sommes arrivés hier soir, la manifestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes devant le siège provincial de la Generalitat. Non loin de là (Plaça Catalunya), est installé le campement totalement autogéré par les jeunes que nous avons visité. On y trouve : un point d'information qui accueille les passants et les visiteurs, on y apprend que 700 campements et assemblées sont recensés dans le monde ; une immense tente où est installé le comedor popular (cantine populaire) et plusieurs stands qui proposent des activités.

Cantine populaire [photo RN]

Le campement tient une assemblée générale régulière, diverses commissions ont été formées : diffusion, logistique, activités, contenus, etc. Hier soir, vers minuit, tandis qu'un groupe débattait de l'organisation du lendemain, deux artistes proposaient un récital improvisé et d'autres jeunes installaient de nouvelles tentes.

L'ambiance était très calme, le lieu exprime une grande tolérance et un certain pacifisme. On s'écoute attentivement, on se respecte.
Nous n'avons croisé que peu de militant-e-s. De nombreux panneaux et autres banderoles ornent l'espace « récupéré ».

Certains slogans se veulent radicaux, d'autres peuvent apparaître naïfs. La corruption, le pouvoir de l'argent et des banquiers et le besoin de plus de démocratie sont les thèmes les plus présents.

Politiciens, banquiers, noblesse et clergé, A la poubelle !

Nous doutons que les médias français aient diffusé les propos tenus par Sarkozy lors du G8 à Deauville mais ils ont été largement repris par les médias espagnols. Celui-ci a salué le printemps arabe et s'est félicité que les jeunes se soient débarrassés de leurs dirigeants en Tunisie et en Egypte mais pour mieux s'étonner du printemps espagnol *« dans un pays où les jeunes sont en démocratie »*.

Notre cher président devrait venir voir des campements et il comprendrait mieux que ce que les jeunes contestent, se sont précisément les politiques d'austérité et néolibérales mises en œuvre par le G8, les institutions internationales et européennes et la démocratie par délégation...

28 mai

Le campement de Barcelone se consolide et l'assemblée adopte la poursuite du campement.

Vingt-quatre heures après l'échec de la tentative d'évacuation de l'Acampada de Plaça Catalunya, le réaménagement de l'espace a bien avancé, les stands des différentes commissions sont construits de bric et de broc, de matériaux recyclés, etc. Certaines banderoles ont pu être récupérées. Beaucoup de jeunes et de différentes générations s'affairent à redonner un aspect convivial à la place.

Boutique de fringues récupérées [photo RN]

Plusieurs commissions réunies en cercles occupent les différents espaces. Chacun-e peut intervenir, les prises de paroles sont brèves, il n'y a pas d'applaudissements, d'un signe des mains, on approuve ou pas les échanges et les décisions. Une longue queue s'étire déjà devant le comedor popular pour se nourrir.

Tout au long de l'après-midi, l'animation se poursuit dans l'espace autogéré : on reconstruit les différents stands thématiques, on se réunit en commission ou en forum thématiques, on s'occupe du jardin légumier, les enfants sont accueillis à la crèche, des groupes de musique se produisent tandis que deux jeunes pédalent pour alimenter l'électricité nécessaire à la sonorisation. Certains ont décidé de dormir dans les arbres et ont aménagé leur couchage avec des planches et des cordes. Au fur et à mesure, l'affluence grossit. Certain-e-s viennent par curiosité, d'autres pour témoigner leur soutien.

Affluence pour l'assemblée [photo RN]

A 19 heures, la place est noire de monde, l'assemblée peut commencer. Il y a entre 5 000 et 6 000 personnes. Les

Propositions de Madrid 20 mai 2011

Le résultat de la consultation de l´assemblée réunie le 20 mai 2011 au Campement Sol. Celui-ci est la compilation et la synthèse des propositions

1- Le changement de la loi électorale avec des listes pour une seule circonscription. L'attribution des résultats doit être proportionnelle au nombre de votes.
2- Les droits basiques et fondamentaux doivent être respectés, comme :
- le droit à un logement digne, [...]
- une santé publique gratuite et universelle,
- la libre circulation des personnes et renforcement de l´éducation publique et laïque.
3- L'abolition des lois et des mesures discriminatoires et injustes comme la loi du « Plan Bologne » et de l´espace Européen et d´éducation supérieure et celle connue comme la loi Sinde (contrôle d'internet).
4- Une réforme fiscale pour les salaires les plus bas et une réforme des impôts sur le patrimoine et les héritages.
- La mise en place de la taxe Tobin qui concerne les transferts financiers et internationaux et la suppression des paradis fiscaux.
5- Réformes des conditions de travail de la classe politique pour abolir les salaires à vie.

différentes commissions (une quarantaine) font des rapides compte-rendus et soumettent ou non des propositions. Si les débats en commission n'ont pas été suffisants, les propositions ne sont pas présentées.
On apprend que des campements s'installent dans les quartiers et dans les villes populaires de la banlieue de Barcelone. Le mouvement évolue, en passant de « l'indignation » autonome à un caractère nettement plus radical.
Ce soir, il s'agit également de prévenir les tentatives d'incursion des supporters du Barca. La municipalité a donné pour consigne aux supporters de se rassembler à l'Arc de triomphe mais les habitudes ont parfois la vie dure. Il est nécessaire de s'organiser pour éviter l'envahissement de la place et la destruction de l'espace.

Comme prévu, si 25 000 supporters se concentrent bien à l'Arc de triomphe, il y en a autant voire plus à proximité de Plaça Catalunya. Les indigné-e-s réussiront cette fois à protéger leur campement en créant une barrière humaine tout autour de la place et, avec le concours objectif de la police qui s'interposera en utilisant de nouveau la matraque contre certains supporters violents.

A 2 heures 30 du matin, le calme est revenu. Un peu plus tard, la place est remplie de sacs de couchage.

A Girona, dans la journée, la police a demandé aux occupants de plier les tentes et d'enlever les banderoles afin que le rassemblement des supporters du Barca puisse se dérouler dans de bonnes conditions. Le campement s'est replié sur le centre de la place et il n'y a pas eu d'incidents.■

Richard NEUVILLE

l'assemblée

reçues ces derniers jours. Une première liste de propositions a été élaborée. Nous soulignons que l´assemblée est un processus ouvert et de collaboration. Cette liste n'est pas fermée, les propositions approuvées à l´assemblée du 20 mai au Campement sol sont :

6- Le refus et la condamnation de la corruption, rendre obligatoire par la loi électorale la présentation de listes propres exemptes de toute corruption.
7- Différentes mesures en rapport avec les banques et aux marchés financiers selon l´article de la constitution qui dit que toute la richesse du pays sous toutes ses formes soit appliquée pour l´intérêt général. La réduction du pouvoir du FMI et du BCE : Nationalisation de toutes les banques sauvées par l´état, renforcement de tous les contrôles sur les entités et les opérations financières pour éviter tout abus.
8- Une vraie séparation de l´état et de l´église comme le stipule l´article 7 de la constitution.
9- Une démocratie participative et directe ou les citoyens sont actifs.
10- Une vraie révision des conditions de travail [...]
11- Fermeture de toutes les centrales nucléaires et promotion de l´énergie renouvelable et gratuite.
12- La récupération des entreprises publiques privatisées.
13- Une séparation des pouvoirs exécutifs législatifs et judiciaires.
14- La réduction du budget militaire et la fermeture immédiate des entreprises d´armement.[...]
15- La récupération de la mémoire historique et des principes fondamentaux de la lutte pour la démocratie de notre gouvernement.
16- Une transparence totale des comptes et des financements des partis politiques comme mesure de contrôle de la corruption politique.

LES AGANAKTISMENIS DE SYNTAGMA

Les mémorables nuits de Syntagma

À propos des indignés grecs.

Deux semaines après le début du mouvement des Indignés grecs, les principales places des villes grecques débordent d'une foule qui crie sa colère, et inquiète le gouvernement Papandreou et ses soutiens. C'est maintenant bien plus qu'un simple mouvement de protestation ou même qu'une mobilisation massive contre les mesures d'austérité. Il s'agit d'un véritable soulèvement populaire qui traverse le pays. Un soulèvement qui fait savoir son refus de payer pour «leur crise» ou «leur dette», vomissant les deux gros partis néo-libéraux, si ce n'est l'ensemble du monde politique en complet désarroi.

Combien étaient-ils sur la place Syntagma (le «square de la constitution») au centre d'Athènes, juste au pied du Parlement ce dimanche 5 juin ? Difficile à dire car la caractéristique même de ce rassemblement populaire est de ne pas avoir d'événement central (un discours, un concert …) et que les gens vont et viennent. Mais à en croire les responsables du métro d'Athènes, qui savent compter le nombre de passagers, il y a eu au moins 250 000 personnes à converger par le métro jusqu'à Syntagma en cette nuit mémorable ! En fait, nous parlons de plusieurs centaines de milliers de personnes, si nous prenons en compte la multiplication des places grecques qui se sont remplies ce soir-là.

A ce stade, nous devrions nous poser cette question : comment un mouvement d'une telle ampleur, qui ébranle le gouvernement grec (et que l'Union Européenne suit avec une attention toute particulière) a pu être ignoré des médias occidentaux ? Durant ces premiers 12 jours, il n'y a eu, pour ainsi dire, pas un seul mot, pas une seule image de cette foule sans précédent criant sa colère contre le FMI, la commission européenne, la Troïka (FMI, Commission Européenne et Banque Centrale Européenne) et contre Frau Merkel et les leaders néolibéraux internationaux. Rien.. Si ce n'est

quelques lignes sur les «centaines de manifestants» dans les rues d'Athènes à l'appel des syndicats grecs. Voilà qui témoigne d'une étrange appétence pour les maigres manifestations des bureaucrates des syndicats alors qu'à quelques centaines de mètres de là, une foule énorme manifestait jusqu'à tard dans la nuit durant des jours et maintenant des semaines.

Il s'agit d'une nouvelle forme de censure. Une censure politique fort bien organisée, motivée par la peur que le mouvement grec n'aille contaminer le reste de l'Europe ! Face à cette nouvelle arme de la Sainte alliance des temps modernes, nous devons avoir une réponse commune pour exposer au plus grand nombre ce scandale et pour trouver comment contourner de telles prohibitions de l'information de l'opinion publique, en développant la communication entre mouvements sociaux à travers toute l'Europe et en créant ou renforçant nos propres médias alternatifs.

Revenons en aux Indignés, les Aganaktismeni : il faut souligner que le mouvement s'enracine dans les classes populaires face à une société grecque remodelée par 25 ans de domination absolue d'une idéologie néolibérale cynique, nationaliste, raciste et individualiste qui a tout transformé en produits commercialisables. Voilà pourquoi l'image qui en émane semble contradictoire, mélangeant le pire et le meilleur ! Par exemple quand la même personne affiche un nationalisme aux limites du racisme tout en agitant un drapeau tunisien (ou espagnol, égyptien, portugais, irlandais, argentin …) pour exprimer une solidarité internationale.

Devrions-nous alors conclure que ces manifestants sont schizophrènes ? Évidemment non. Comme il n'y a pas de miracle, de poussée sociale «pure», hors sol, ce mouvement qui se radicalise progressivement le fait sur les ruines de 25 années de désastre moral et social. Mais attention : ces écueils sont des détails noyés dans sa caractéristique principale, à savoir son rejet radical de la Troïka, de la dette publique, du gouvernement, de l'austérité, de la corruption, de la fiction d'une démocratie parlementaire, de la Commission Européenne ... bref, de tout le système !

S'ils ont d'abord été complètement désorganisés, les Aganaktismenis de Syntagma ont progressivement développé une organisation qui a culminé avec les assemblées populaires qui se déroulaient toutes les nuits à 9 heures et qui ont permis à plusieurs centaines d'orateurs d'accéder à un auditoire de milliers de personnes. Les débats ont souvent été d'une vraiment grande qualité (par exemple ceux portant sur la dette publique). En fait bien meilleur que tout ce qu'on a pu voir sur les chaînes de télévision nationales.Et cela malgré le désordre citadin (notre campement est au milieu d'une ville de 4 millions d'habitants), du turn-over (des dizaines de milliers de personnes constamment en mouvement) et surtout d'une composition très hétéroclite des participants au milieu d'un campement permanant qui ressemblait parfois à une tour de Babel.

Les enthousiasmantes qualités de la démocratie directe qui a été expérimentée au jour le jour à Syntagma ne doivent pas nous aveugler sur ses faiblesses, ses ambiguïtés ou ses défauts comme son allergie originelle à tout ce qui pourrait faire penser à une organisation politique, un syndicat ou à tout collectif organisé. Malgré ce rejet, qu'il faut bien reconnaître majoritaire chez les Aganaktismenis (qui sont tentés de rejeter l'ensemble du monde politique comme un tout), nous devrions noter l'importante évolution des assemblées populaires, à Athènes et à Thessalonique, qui sont passés d'un rejet des syndicats à leur invitation à manifester ensemble à Syntagma.

Il est manifeste, avec les jours qui passent, que le paysage politique de Syntagma s'est clarifié, avec la droite populiste et l'extrême-droite installées dans la partie haute, aux marges de la place, devant le parlement, et les anarchistes et la gauche radicale occupant la place elle-même, contrôlant l'assemblée populaire et le campement. Bien sûr, la gauche radicale est dominante et donne des reflets purpurins au rouge profond à tous les événements et manifestations de Syntagma, mais cela ne signifie pas que les différentes composantes de la droite, des populistes aux nationalistes, aux racistes et même aux néo-nazis, n'aient pas renoncé à de nouvelles tentatives pour détourner ce mouvement populaire massif. En fait, cela dépendra surtout de la capacité des plus actifs dans ce mouvement à s'ancrer dans le voisinage, les entreprises, les écoles tout en fixant des objectifs clairs, liant urgences sociales et critique globale.

Si l'honnêteté pousse à reconnaître qu'il y a de vraies différences avec le mouvement espagnol (par sa dimension, sa composition sociale, sa nature radicale et son hétérogénéité politique), il faut aussi souligner les similitudes avec la place Tahrir, au Caire, et la Puerta del Sol de Madrid : une même haine des élites économiques et politiques qui ont accaparé et vidé de toute signification la démocratie parlementaire bourgeoise par temps de libéralisme arrogant et inhumain. Le mouvement est mu par la même exigence de démocratie participative et de non-violence qui faut maintenant retrouver dans tous soulèvements populaires de ce début de XXIe siècle.

Notre conclusion ne peut être que provisoire : quoi qu'il arrive (et les conséquences peuvent être de véritables séismes) le mouvement social grec vient de vivre un tournant historique pour le pays. A partir de maintenant, tout est possible et rien ne sera plus comme avant. ■

Yorgos MITRALIAS
Membre du comité grec contre la dette

De l'art de savoir accommoder les élections en Turquie

Remarquable performance en TAALS (Taux d'Ânneries À La Seconde) sur France Info et France Inter au lendemain des élections turques[1].Jérome Bastion,de RFI, commet un court reportage sur les résultats des élections dont voici une retranscription intégrale :

« *Pour le chef de l'AKP, Recep Tayyip Erdogan, qui s'exprimait devant une large foule de supporters, l'heure est, comme attendu, à la promesse d'une constitution plus libérale, plus démocratique : « Avec le mandat et le pouvoir que nous avons reçu, du peuple, la démocratie va encore progresser, le champ des liberté va s'élargir et chacun pourra s'exprimer plus librement ».*
Le leader du CHP, l'opposition social démocrate n'exprime aucune rancœur et entend bien contribuer également à sa manière au développement de la démocratie turque. Kemal Kılıçdaroğlu : « Nous avons fait le nécessaire pour œuvrer à plus de modernité de civilisation et de liberté en Turquie et nous allons continuer. Et je veux vous dire que nous suivrons de près la réalisation des promesses faites ».
Si cette atmosphère conciliante et constructive se retrouve sur les bancs de l'assemblées et les commissions, la démocratie turque aura fait un grand pas et la nouvelle constitution attendue devrait s'en ressentir.
Istanbul, Jérome Bastion »

Jérome Bastion est d'un optimisme aveuglant ou confère à la notion de Démocratie une conception tout à fait personnelle. En tout cas, pour lui, la Démocratie turque va de mieux en mieux.

Revenons sur l'AKP et le CHP, ces deux acteurs de la démocratisation turque :

Autoritarisme pour les questions démocratiques, conservatisme pour les moeurs mais libéral pour l'économie : AKP, un ami de la démocratie.

Ces dernières semaines, les défenseurs des droits humain ont multiplié les communiqués pour s'inquiéter des dérives autoritaires d'Erdogan. L'assassinat du militant écologiste Metin Lokumcu (voir page suivante), coupable de manifester sur le lieu d'un futur meeting de l'AKP, l'emprisonnement du journaliste Ahmet Sık (rejoignant les 60 journalistes déjà emprisonnés[2]), l'arrestation de leaders syndicaux (Piroglu, Bayraktaroglu, Kayserilioglu et Yilmaz, ces dernières semaines), les activités de l'organisation semie-secrète islamiste Fetullah Gülen, proche de l'AKP ; la détérioration des rapports avec les organisations kurdes, l'interdiction de leur groupe parlementaire … La dérive autoritaire de l'AKP inquiète nombre d'observateurs, mais pas J.Bastion.

Très autoritariste pour les questions démocratiques, conservateur pour les moeurs mais libéral pour l'économie : CHP, l'autre ami de la démocratie.

Quant au CHP, il n'y a pas que la gauche turque et l'Union Européenne pour décrire ce parti kémaliste comme nationaliste et, lui aussi, autoritaire, lié à l'armée, multipliant les prises de positions racistes. Même le Figaro le décrit avec sévérité : *« le Parti républicain du peuple n'[a] plus aucun lien avec la social-démocratie dont il se revendique, [a] glissé vers un nationalisme extrême et une laïcité rigide »*[3] . Mais pour J.Bastion, il s'agit de "l'opposition social démocrate" disposée à participer à la démocratisation de la société.

Quant aux résultats du parti d'extrême droite MHP, troisième force politique du pays, qui dépasserait la barre des 13% de votes exprimés, et devrait donc siéger au parlement, ce sera sans doute, lui aussi, pour participer au renforcement de la démocratie.

Et la victoire des candidats kurdes, obligés de se présenter comme indépendants pour contourner la législation ? Elle ne démontre sans doute pas que le pari de l'AKP de normalisation du Kurdistan turc a échoué mais plutôt que les processus démocratiques etc…

Bastion aurait pu s'inquiéter des faibles résultats des organisations progressistes turques, de la campagne électorale particulièrement violente, des risques de conflits au Kurdistan, d'une nouvelle constitution probablement liberticide et économiquement libérale. Mais non, Bastion trouve que tout va bien et «Si cette atmosphère conciliante et constructive se retrouve sur les bancs de l'assemblées et les commissions, la démocratie turque aura fait un grand pas et la nouvelle constitution attendue devrait s'en ressentir.»

Il suffisait pourtant de remplacer «démocratique» par «libéral» et «démocratisation» par «privatisation et casse sociale» pour que son reportage devienne cohérent. A quoi ça tient ... ■

Mathieu COLLOGHAN

1. Lundi 13 juin 2011
2. Erdogan's Party Wins Third Term in Turkish Elections , New York Times du 13/06/11
3. Laure Marchand in Le Figaro du 12 Mai 2010

Le mouvement écologiste en deuil, la «démocratie turque» en berne

Les Alternatifs condamnent l'assassinat de Metin Lokumcu et la répression qui s'abat contre les militants écologistes et des droits de l'Homme en Turquie. Le mardi 31 Mai 2011, Recep Tayyip, candidat du parti gouvernemental AKP (islamo-libéral) était attendu pour un meeting à Hopa, petite ville de la mer noire et, depuis trois ans, haut lieu de luttes contre les projets de grands travaux énergétiques turcs. Le gouvernement d'Ankara a fait de l'indépendance énergétique une priorité gouvernementale et, faute d'une remise en cause des dogmes «croissantistes», cette politique se traduit par la construction de centrales nucléaires en zones fortement sismiques, par plusieurs centaines de projets de barrages hydroélectriques. C'est l'occasion de réaliser d'un même mouvement le déplacement massif de populations «difficiles», en particulier au Kurdistan turc, le financement par les fonds publics de travaux dans l'intérêt de grands groupes privés, le saccage de l'écosystème et de zones archéologiques de première importance et la privatisation de l'eau.

Hopa est au centre de l'un de ces projets imposés par Ankara à des populations locales qui n'en veulent pas et le disent haut et fort. Malgré le détricotage méthodique des recours légaux pour la défense de l'environnement, les mobilisations locales se multiplient. D'où l'accueil réservé au député Recep Tayyip. **La réponse policière ne s'est pas fait attendre : gaz, coups de matraques et arrestations. C'est ainsi qu'est mort Metin Lokumcu**, professeur retraité et habitant de Hopa venu protester, victime des gaz lacrymogènes, battu par les policiers alors qu'il était déjà à terre. Metin Lokumcu est décédé à l'hôpital[1]. Le 31 mai, de grandes manifestations de protestation ont eu lieu à Hopa, Istanbul, Ankara, İzmir etc.. Recep Tayyip, le député conspué quelques heures plus tôt, n'a exprimé aucun regret ni solidarité pour la victime. Il a dénoncé les "groupes de bandits" de Hopa que la police turque aurait été amenée à réprimer. **Hopa subit depuis lors un véritable état de siège policier.**

La réponse policière ne s'est pas fait attendre : gaz, coups de matraques et arrestations. C'est ainsi qu'est mort Metin Lokumcu,

La manifestation d'Ankara s'est conclue par l'arrestation de 95 personnes. Nous apprenons aujourd'hui qu'elles sont inculpées d'activités terroristes, ce qui signifie que seront utilisés contre elles les dispositifs légaux anti-terroristes mis en place ces dix dernières années, dispositifs contraires aux droits humains. Les Alternatifs condamnent la répression dont sont victimes les militants écologistes de Turquie. Ils expriment leur solidarité avec la famille et les amis de Metin Lokumcu et demandent que la vérité soit faite sur les circonstances exactes de son décès.
Ils dénoncent aussi la répression qui s'abat sur les habitants de Hopa et le recours aux lois d'exceptions contre les manifestants progressistes.

Ils appellent les organisations progressistes, de défense des droits de l'homme et écologistes à protester et agir contre la politique d'Ankara et apporter leur soutien à la lutte des habitants d'Hopa. ■

Les Alternatifs ,
le 1er Juin 2011

Madame, monsieur, pour fêter les 23 ans du CAC 40*, plutôt que de flamber en bourse, offrez, faites vous offrir :

La Carte d'adhérent 2011 des Alternatifs

* Le 15 Juin 1988 était créé le CAC 40.

VALEURS REPUBLICAINES : LES VRAIS ENJEUX

Le débat Islam et laïcité a été proposé par Nicolas Sarkozy pour des raisons évidentes : capter les voix du Front national. Le vrai débat devrait porter sur toutes les valeurs de la République reconnues par tous, croyants de toutes les religions et non croyants, condition indispensable pour vivre ensemble. Il règne une grande confusion, plus ou moins entretenue pour des raisons politiciennes. Il s'agit de situer les vrais enjeux, dans le contexte actuel.

Actualité d'un combat multiséculaire contre l'obscurantisme :

L'émancipation humaine est un long combat contre les superstitions, les mythologies et les religions révélées, des philosophes grecs aux penseurs arabes, de la Renaissance au siècle des Lumières et à la Révolution française.
La loi de 1905 de séparation de l'Église et de l'État a été rendue possible par une longue bataille politique de Républicains convaincus (J. Jaurès, A. Briand…) contre l'hégémonie de l'Église catholique, à l'époque très réactionnaire, et qui voulait conserver son emprise sur toute la société. Cette volonté n'a pas disparu.
On peut se poser la question à propos de la démocratie, de l'égalité homme/femme, du caractère strictement privé de la religion, de la liberté de conscience... qui s'opposent aux conceptions religieuses et communautaristes des religions monothéistes, en particulier celles de l'islam, dont le caractère totalitaire de certains pays qui s'en réclament est patent.
La lutte politique contre les carcans religieux est plus que jamais nécessaire pour faire triompher la primauté des principes républicains qui seuls sont garants du **vrai** vivre ensemble.
C'est bien sur ces bases démocratiques et de liberté que se mènent actuellement les luttes du printemps arabe, ce qui montre une fois de plus, leur valeur universelle.

Une gauche en déshérence qui n'assume pas franchement ses valeurs historiques :

La gauche n'a plus de projet économique et social alternatif au libéralisme mondialisé. Plus encore, sa frilosité à défendre ses valeurs fondatrices pose questions, notamment envers l'immigration venue des pays du Sud, par la mauvaise conscience de l'ex-colonisateur et de sa propension à considérer les ex-colonisés comme des éternelles victimes qu'ils faut protéger, plutôt que de les considérer comme des citoyens à part entière avec leurs droits et leurs devoirs.
A la pauvreté, aux discriminations, au racisme dont sont victimes les étrangers et les personnes issues de l'immigration en France ne doit pas s'ajouter la marginalisation politique, qui renforce le communautarisme.

L'immigration vécue comme un problème :

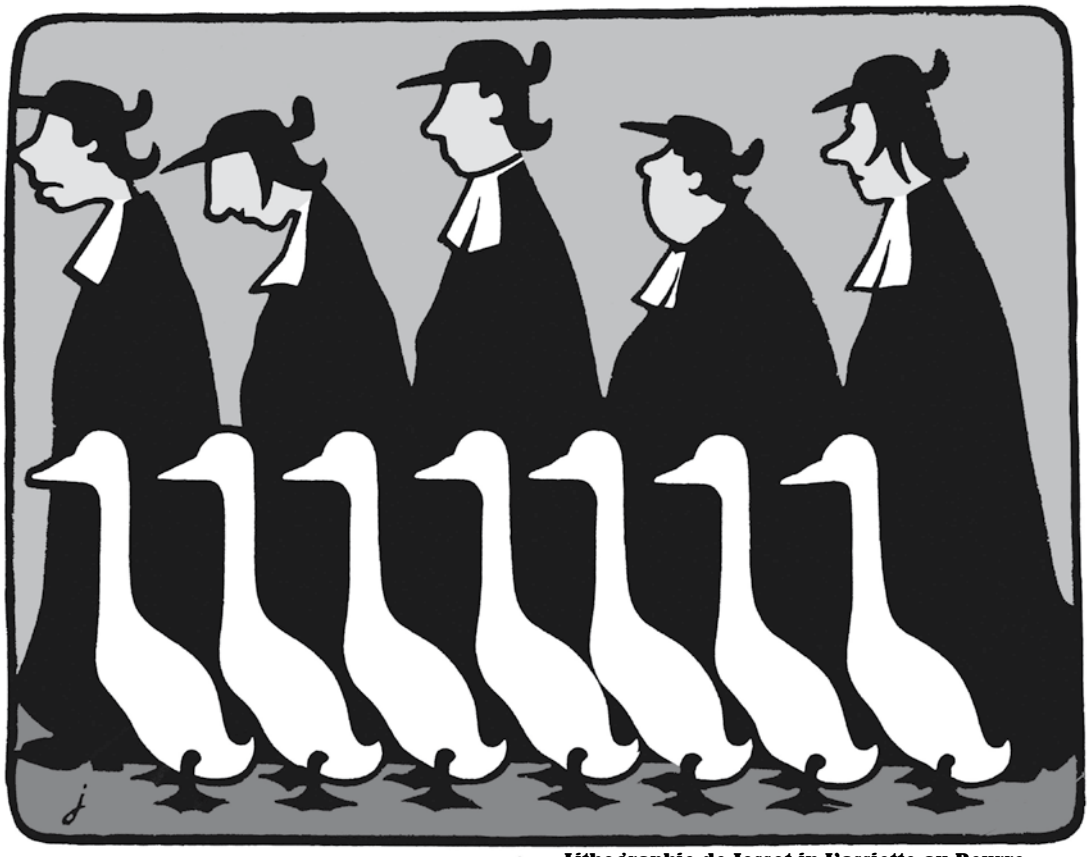
L'argument antiraciste rebattu de stigmatisation des étrangers ne convainc pas ceux qui, considèrent l'immigration comme un facteur de nuisances et d'insécurité. Les discours xénophobes de droite et d'extrême droite trouvent un écho favorable dans une large fraction de la population, qui dépasse l'audience du Front national.

Réaffirmer ses idées émancipatrices, réinventer une pratique politique de gauche :

Il faut partir de cette réalité, aussi dérangeante soit-elle, pour connaître et comprendre les raisons de ce rejet de l'autre, se mettre à la portée et à l'écoute des ceux qui souffrent, proposer des perspectives crédibles pour en sortir, agir pour réintégrer les classes populaires dans la vie politique sur des bases démocratiques et républicaines.
Les valeurs républicaines ne sont pas négociables face aux dogmes religieux d'où qu'ils viennent.
Réinventer ce travail politique de terrain, loin du sectarisme boutiquier, des gesticulations médiatico-politiques stériles : ce devrait être la priorité de toutes réflexions et actions politiques de gauche. ■

Daniella CHAILLET
et Jean-Claude MOREAU

NOTA BENE :
Comme indiqué ce texte est une tribune libre sous la responsabilité de leurs auteurs/trices



Lithographie de Jossot in L'assiette au Beurre

ALTERNATIFS

LES

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.

VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies.

L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.

FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle,contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi...Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.